

***Groupe de travail sur les transferts de base monétaire***  
***Atelier de leçons apprises et de capitalisation***  
***Le 17 février 2017***

**Rapport de la réunion**

Port au Prince, Haïti  
17 février 2017

Préparé par  
Jeffrey S. Klenk  
[www.jeffklenk.com](http://www.jeffklenk.com)

***Atelier de leçons apprises et de capitalisation***

**Rapport de la réunion**

**Table des matières**

Remerciements .....	3
Sigles et Abréviations .....	4
1. Introduction .....	5
2. Objectifs de l’atelier .....	5
3. Conclusions Principales .....	6
4. Recommandations Principales .....	7
5. Résumé des sessions de l’atelier .....	9
Annexe A : Liste de participants .....	12
Annexe B : Version finale de l’ordre du jour de l’atelier .....	13
Annexe C : Résultats des discussions sur les neuf thèmes .....	14
Annexe D : Modèle de planification de l'action .....	21

## Remerciements

J'adresse mes remerciements à tous les membres du « Cash Working Group » pour votre accueil, et de m'avoir permis de participer dans un travail si important aux futures opérations humanitaires.

Mes sincères remerciements aussi à M. Cédric Charpentier, à M. Charlie Rapoport, et à Mme. Marie Cahrmell Douyon de l'unité de Programme du PAM/Haïti pour votre orientation claire, votre professionnalisme, et surtout votre patience qui m'a permis de mener à bien cette consultation importante.

*Jeff Klenk*  
[www.jeffklenk.com](http://www.jeffklenk.com)

## Sigles et Abréviations

BCM	BENEFICIARY CONTACT MONITORING
CBT	CASH-BASED TRANSFER
CNSA	COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE
CWG	CASH WORKING GROUP
DPC	DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE
FAES	FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE
FSP	FINANCIAL SERVICE PROVIDER
HTCO	HAITI COUNTRY OFFICE (BUREAU DE PAYS D'HAITI)
IHSI	INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE
ITS	INVOICE TRACKING SYSTEM
LMS	LEARNING MANAGEMENT SYSTEM
LTA	LONG TERM AGREEMENT
M&E	MONITORING AND EVALUATION (SUIVI ET EVALUATION)
MAFA	MACRO FINANCIAL ASSESSMENT
MAST	MINISTERE D'AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL
MIFA	MICRO FINANCIAL ASSESSMENT
MPA	MINIMUM PREPAREDNESS ACTIONS (MESURES MINIMALES DE PRÉPARATION)
MSPP	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION
NFI	NON-FOOD ITEM
ODK	OPEN DATA KIT
ONI	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION
PAM	PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PDM	POST DISTRIBUTION MONITORING
POCB	PURCHASE ORDER CASH BENEFICIARY
PODA	PURCHASE CORDER
POS	POINT OF SERVICE
RBP	REGIONAL BUREAU PANAMA
RFP	REQUEST FOR PROPOSAL
RUB	REGISTRE UNIQUE DE BENEFICIAIRE
TM	TRANSFERT MONETAIRE <sup>1</sup>
SN	SAFETY NET

---

<sup>1</sup> Le PAM traduit l'expression « cash-based transfer » par « transfert de base monétaire ». Dans le présent rapport, l'abréviation « TM » signifie « transfert monétaire » ou « transfert de base monétaire ».

## 1. Introduction

Un atelier de leçons apprises et de capitalisation des opérations de transfert monétaire dans le cadre de la réponse à la sécheresse et à l'ouragan Matthew s'est tenu à Port au Prince le 17 février 2017. En préparation de la réunion, le « Cash Working Group » (CWG) avait identifié huit sujets clés qui feraient l'objet de discussions à la réunion :

- *Ciblage et enregistrement*
- *Partenariats financier et modalités de distribution*
- *Transfert monétaire multimodale*
- *Analyse des marchés*
- *Innovation et technologies*
- *Coordination*
- *Urgence et Protection Sociale*
- *Redevabilité*

Au début de l'atelier, les participants ont ajouté un neuvième sujet : *suivi et évaluation*.

Les participants à l'atelier ont été le personnel du CWG, partenaires et d'autres organisations impliquées dans la planification et la mise en œuvre d'opérations de transfert de base monétaire (TM) en réponse à la sécheresse et à la catastrophe de l'ouragan Matthew en 2016.<sup>2</sup>

M. Jeffrey Klenk a été engagé de préparer l'ordre du jour et des exercices, et d'animer l'atelier.

## 2. Objectifs de l'atelier

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants :

- Établir l'état des lieux, défis, opportunités et perspectives en matière de transfert monétaire (TM) en Haïti
- Échanger les expériences et identifier les bonnes pratiques en ce qui concerne les TM en Haïti

La version finale de l'ordre du jour de l'atelier est jointe en annexe au présent rapport.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Voir l'annexe A pour la liste de participants de l'atelier.

<sup>3</sup> Voir l'annexe B pour l'ordre du jour.

### 3. Conclusions Principales<sup>4</sup>

Il semble y avoir un consensus général parmi les participants selon lequel l'utilisation des TM comme moyen d'apporter une assistance immédiate et à moyen terme aux personnes touchées par les urgences nécessite des améliorations dans l'analyse des ressources et des capacités des groupes cibles, une meilleure coordination des techniques d'évaluation Et les résultats obtenus auprès de toutes les parties prenantes, et une participation accrue du gouvernement à tous les niveaux et dans tous les processus. Il semblait y avoir une reconnaissance générale aussi que les organisations en Haïti bénéficieront des enseignements tirés par les organismes d'intervention d'urgence qui ont mené des opérations de TCC dans d'autres pays et dans d'autres situations d'urgence.

Voici 4 autres constatations principales :

1. **L'identification des bénéficiaires et le ciblage** : Le besoin d'un RUB (registre unique de bénéficiaire), des cartes d'identités ainsi que la possibilité d'implémenter le registre biométrique sur une plateforme commune est apparu dans plusieurs discussions afin de faciliter le ciblage, l'assistance et aussi le suivi des bénéficiaires.
2. **La participation des principaux intervenants** : Les participants ont noté un engagement positif du gouvernement (CNSA, MAST, et MSPP ont été notés en particulier) dans des situations non d'urgence. Tout en soulignant que la participation du MAST a grandement facilité ces efforts, les participants ont noté qu'une implication plus forte des autorités locales et nationales - et des structures communautaires - dans le ciblage et l'enregistrement dans les premiers stades de la crise est essentielle.
3. **Les efforts de coordination** : Certains mécanismes de coordination étaient en place et fonctionnels ou rapidement assemblés au moment de la crise - y compris le CWG et les structures existantes telles que « Kore Lavi ». Néanmoins, les participants ont souligné l'absence d'harmonisation et de conformité suffisantes des outils, des méthodes, des données, des critères de ciblage et du suivi et de l'évaluation. Cette nécessité de renforcer la coordination a été notée en particulier en ce qui concerne l'unification des données relatives aux analyses de marché. Les participants ont également noté la nécessité d'une meilleure coordination avec les organismes de l'État en cas d'urgence. Ils ont souligné aussi la nécessité d'une meilleure coordination intersectorielle tout au long de la réponse.
4. **Les technologies utilisées** : Les participants ont souligné la rapidité, la fiabilité et la sécurité des innovations techniques qui caractérisaient les opérations d'urgence. Ils ont également relevé un certain nombre de défis dans l'application des nouvelles technologies aux opérations de TM, y compris le coût élevé des opérations et les difficultés rencontrées par les intervenants pour fournir aux groupes cibles des zones les plus éloignées les matériaux et la couverture essentiels. Il a également insisté sur la nécessité d'assurer une analyse adéquate afin de s'assurer que la technologie la plus appropriée est utilisée par les intervenants. Ils ont noté que cette analyse doit être basée sur les conditions d'urgence en Haïti.

Compte tenu du grand intérêt des participants et des discussions approfondies sur les différents thèmes de l'atelier, on peut dire que les deux objectifs clés de l'atelier ont été clairement atteints.

---

<sup>4</sup> Voir l'annexe C pour les résultats détaillés sur les neuf thèmes.

## 4. Recommandations Principales<sup>5</sup>

Les principales recommandations formulées par les participants à l'atelier (et organisées par thème) sont les suivantes :

### ***L'identification des bénéficiaires :***

1. Les participants ont souligné l'importance d'une claire identification des bénéficiaires, des cartes d'identités ainsi que la possibilité de mettre en œuvre les technologies biométriques à usage sur une plateforme commune.

### ***Ciblage :***

1. Les membres du CWG devraient s'efforcer d'harmoniser les outils et les méthodologies de collecte et d'analyse des données afin d'assurer des critères communs de ciblage.
2. Le système de ciblage doit être institutionnalisé et clarifier les rôles du gouvernement, des parties prenantes des Nations Unies et des ONG. Ce processus devrait comprendre des efforts visant à renforcer SIMAST dans l'enregistrement et le traitement de données provenant de sources multiples.
3. Les acteurs humanitaires devraient s'efforcer de sensibiliser les communautés haïtiennes aux critères et activités de ciblage dès le début de l'opération.

### ***Partenariat et modalités de distribution***

4. L'État, par l'intermédiaire de son Office National d'Identification (ONI), devrait être impliqué dans l'identification des bénéficiaires des interventions d'urgence.
5. Les acteurs de l'intervention d'urgence doivent veiller à ce que les structures communautaires et les autorités locales participent au ciblage des bénéficiaires des interventions d'urgence.

### ***Transfert Monétaire Multi-modale***

6. Les impacts et les enseignements tirés des interventions TMM dans les pays où il a été mis en œuvre devraient être communiqués aux membres du GTC et étudiés pour leur faisabilité dans le contexte haïtien.

### ***Analyse de marchés***

7. Des efforts doivent être déployés par les acteurs humanitaires et étatiques pour renforcer la coordination intersectorielle, notamment en ce qui concerne la production et l'utilisation des

---

<sup>5</sup> Voir l'annexe C pour la liste complète des recommandations formulées par les participants à l'atelier.

données du marché. Cela devrait inclure la formulation d'une méthodologie commune pour analyser les données sur les marchés alimentaires et les paniers haïtiens.

### ***Innovation et technologies***

8. Les membres du GTC devraient, en guise de mesure de préparation, inventorier toutes les technologies disponibles qui pourraient aider à l'utilisation de TM dans les interventions d'urgence.
9. Les organismes humanitaires devraient collaborer avec les entités étatiques afin de s'assurer que les différentes plates-formes et bases de données utilisées peuvent communiquer entre elles (par exemple, la plate-forme utilisée par l'ONI peut parler ou alimenter d'autres plateformes).

### ***Coordination :***

10. Les membres du GTC devraient s'efforcer de permettre et d'assurer la participation aux mécanismes de coordination de tous les secteurs et organisations impliqués dans la TM. Cela implique une plus grande implication des autorités locales et nationales dans ces mécanismes de coordination avant, pendant et après une crise.

### ***Urgence et Protection Sociale***

11. Des mesures devraient être prises pour assurer la coordination entre les interventions d'urgence et les efforts de protection sociale en cours.
12. Des efforts devraient être déployés pour décentraliser les activités d'intervention d'urgence du CPD et des autres organisations de l'État afin de permettre des liens efficaces entre les interventions d'urgence et les activités de protection sociale.

### ***Redevabilité***

13. Les intervenants en intervention d'urgence devraient s'efforcer d'assurer la participation des communautés locales à la planification et à la mise en œuvre des opérations de MT.
14. Les acteurs des interventions d'urgence devraient s'efforcer d'améliorer les mécanismes actuels de traitement des plaintes et de rétroaction des bénéficiaires des interventions d'urgence.

### ***Suivi et évaluation***

15. Les outils et les méthodes de suivi et d'évaluation utilisés par les acteurs humanitaires et étatiques devraient être analysés et harmonisés (tant pour les activités d'urgence que pour les activités à long terme).
16. Les plans et méthodes de suivi et d'évaluation devraient être intégrés à la conception de tous les projets.



## 5. Résumé des sessions de l'atelier

Les sessions de l'atelier sont présentées ci-dessous selon l'ordre du jour :

### **Session 1.1. Ouverture**

M. Cédric Charpentier, Chef de Programme du PAM/Haïti, a ouvert l'atelier avec un mot de bienvenu aux participants. Il a noté l'importance de la réunion en identifiant des leçons apprises des opérations de TM pour que les membres du « Cash Working Group » puissent améliorer leurs actions d'appui dans les futures réponses humanitaires en Haïti, surtout à un moment où les acteurs humanitaires s'engagent dans la plus large réponse TM jamais faite en Haïti.

### **Session 1.2. Résultats souhaités d'une opération de TM**

Un court exercice a été mené dans laquelle les participants en tant que petit groupe ont répondu à la question suivante :

« *Quels seraient les 5 résultats les plus importants pour une bonne opération de TM ?* »

Les buts de cet exercice étaient d'orienter les participants à l'approche d'apprentissage de l'atelier (axée sur le travail d'équipe) et de faire valoir l'importance de l'atelier en améliorant les futures opérations d'urgence utilisant les TM.

Les résultats présentés par les petits groupes ont montré que les participants étaient en effet « sur la même longueur d'onde » en ce qui concerne les résultats souhaités des bonnes opérations de TM. Leurs réponses peuvent être classées dans deux groupes principaux : des résultats humanitaires et des résultats de bonne gestion.

<b>Résultats humanitaires</b>	<b>Résultats de bonne gestion</b>
Atteindre les plus vulnérables / répondre aux besoins des victimes/vulnérables	Bonne utilisation du cash par rapport aux objectifs du projet
Satisfaction des bénéficiaires / ciblage / rapidité	Redevabilité envers tous les stakeholders (bailleurs)
Stimuler l'économie locale	Efficacité et efficience dans la mise en œuvre de l'assistance / efficience coût
Accès sécurisé au cash (Do No Harm)	Effectivité (time), efficacité (ressources), adapté au contexte
Assurer que les bénéficiaires couvrent les propres besoins	Capitalisation des bonnes pratiques
Livraison équitable aux plus vulnérables	Sécurisation du système de transfert
Redevabilité envers tous les stakeholders (bénéficiaires)	Implication de la communauté (autorité locale / société civile)
Apporter des réponses adaptées au contexte et aux bénéficiaires	Exit strategy (dès la planification) + hand-over
Protection sociale /assurer la protection des bénéficiaires	Ciblage (méthodologie)
Reconstruire mieux / capacity building	Temps (durée)
Participation communautaire	

Opérationnalisation (respect de la dignité humaine)	
---	--

### **Session 1.3. Analyse des thèmes, Partie I**

Le matin de l'atelier, les participants ont traité les cinq sujets suivants:

- *Ciblage et enregistrement*
- *Partenariats financier et modalités de distribution*
- *TM multimodal*
- *Analyse des marchés*
- *Innovation et technologies*

La tâche a été d'identifier les réussites, les points à améliorer et les recommandations concernant chaque thème.

Pour permettre à chacun des cinq petits groupes de participer à chaque thème, une technique de discussion / rotation de 15 minutes a été utilisée : chaque groupe a discuté de l'un des sujets pendant 15 minutes, notant leurs pensées sur un flipchart; puis, une fois les 15 minutes terminées, un membre de chaque groupe est resté sur son flipchart alors que les autres membres du groupe passaient au sujet suivant.

Ce processus a été répété jusqu'à ce que chaque groupe ait eu l'occasion de discuter de chacun des cinq sujets. Les résultats des discussions de tous les thèmes étaient compilés et sont joints à ce rapport (voir l'annexe C).

### **Session 1.4. Restitution : Recommandations**

M. Klenk a demandé aux participants de présenter les recommandations pour chacun des cinq sujets au group plénier. Leurs réponses sont compilées à l'annexe C.

### **Session 1.5. Analyse des thèmes, Partie II**

L'après-midi, les participants ont traité les quatre autres thèmes de l'atelier :

- *Coordination*
- *Urgence et Protection Sociale*
- *Redevabilité*
- *Suivi et évaluation*

L'ensemble du processus a été répété une fois de plus jusqu'à ce que chaque groupe ait eu l'occasion de discuter de chacun des quatre autres sujets. Les résultats des discussions de tous les thèmes étaient compilés et sont joints à ce rapport.

### **Session 1.6. Restitution : Recommandations**

M. Klenk a demandé aux participants une fois de plus de présenter les recommandations pour chacun des quatre sujets au group plénier. Leurs réponses sont compilées à l'annexe qu'il a été convenu que le CWG prendrait les recommandations du rapport pour désigner des organisations responsables de l'amélioration des thèmes sélectionnés.

## Annexe A : Liste de participants

Odney Pierre Ricot	MAST
Rachelle Ellien	ER SECTOR
Yadira Diaz	PNUD
Saintil Karl	FAO
Gadelin Bon-enfant	CARITAS
Marie SPAAK	OCHA
Elise HANNAFORD	ACTED
Meron DORI	OCHA
Joseph EDNER	WHH
Cange PAULIN	CESVI
Villarson JONIDES	CAID
Wasana PUNYASENA	MERCY CORPS
Junior JOSEPH	ACF
Federico BARRELLI	AVSI
Gardy LETANG	Ambassade SUISSE
Raphael SERGE	CARE
Steav MARCELIN	FONDEFH
Raphaëlle ETIENNE	ER SECTOR
Blanc ROLNER	MAST
Aslande JANVIER	MAST
Chantale AUDATE	USAID
Jean Michel VIGREUX	CARE
Alain DESCIEUX	CONCERN WW
Marguerite SAINT SURIN	MAST
Janvier THOMPSON	MAS
Elmahm BOUMBAH	PAM
Abdoulaye SINAYOKO	PAM
Vanessa ALMENGOR	PAM
Rony JEAN BAPTISTE	PAM
Maud BUSUTTIL	PAM
Ferdinand NGUEYAP	PAM
Isaac SOLIMON	PAM
Felix VERENNEAU	PAM
Cedric CHARPENTIER	PAM
Carlande MATHURIN	PAM
Radsey ARVID	PAM
Charlie RAPOPORT	PAM
Erica DEMURU	PAM
Maelle MARBLÉ	OCHA
Jeff KLENK	Animateur

## Annexe B : Version finale de l'ordre du jour de l'atelier

<b>vendredi, 17 février : atelier de leçons apprises et de capitalisation</b>	
<b>08h30 – 12h30</b>	
Session 1.1.	Ouverture
Session 1.2.	Les résultats souhaités d'une une bonne opération de transferts monétaires
Session 1.3.	Analyse des thèmes techniques, Partie I
Session 1.4.	Restitution : Recommandations
<b>12h30 – 13h30</b>	<b>Déjeuner</b>
<b>13h30 – 16h30</b>	
Session 1.5.	Analyse des thèmes, Partie II
Session 1.6.	Restitution : Recommandations

## Annexe C : Résultats des discussions sur les neuf thèmes

Les résultats des discussions sur les neuf thèmes de l'atelier sont énumérés ci-dessous.

<b>1. Ciblage et enregistrement</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une bonne implication de l'état (CNSA, MAST, et MSPP) dans les situations de « non-urgence »</li> <li>• L'implication du MAST a beaucoup facilité les processus</li> <li>• Des structures existantes (OCB...) et des processus de vérification communautaire (CARE)</li> <li>• Des « frequency lists » auprès la communauté et l'utilisation de tablettes dans les enquêtes (ODK) ont facilité la sécurité et l'appropriation (CESVI)</li> <li>• Participatory wealth ranking, bonne appropriation et les "frequency lists" ont permis des gains de temps importants (CONCERN)</li> <li>• Concernant l'enregistrement :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ « frequency List » - pour éviter des doublons</li> <li>○ même chose pour CCC → vérification par les autorités/communautés pour éviter doublons</li> <li>○ si pas de numéro d'identité → comité de pilotage pour donner certification (CARE)</li> <li>○ avec code PIN → personne de référence par ménage</li> </ul> </li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut tenir compte des différentes catégories en termes de : genre, âge, handicap</li> <li>• Besoin de listes de résident et numéro d'identification</li> <li>• Améliorer la communication à la phase de ciblage</li> <li>• Capacité / moyens des autorités locales</li> <li>• Il faut un processus de communication transparente et d'engagement communautaire</li> <li>• Rôle de la DPC :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Harmoniser le système de ciblage</li> <li>○ Remonter l'information</li> <li>○ Plus d'implication des entités étatiques</li> </ul> </li> <li>• Implication des autorités locales</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une meilleure coordination du ciblage est importante (chevauchement de listes dans les mêmes zones entre différents acteurs)</li> </ul>
<b>Recommandations offertes par les participants :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Harmonisation et conformité des outils et méthodologie / critères de ciblage</li> <li>2. Institutionnalisation du système de ciblage et clarification des rôles du gouvernement (MAST/DCP) et les ONG</li> <li>3. Enregistrement à travers le SIMAST (base de données bénéficiaires du MAST) des données au niveau central             <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Feedback (points recours)</li> <li>b. Approbation des bénéficiaires pour le partage des informations</li> <li>c. Sécurisation du SIMAST</li> <li>d. Clarification du partage des données entre organisations</li> </ol> </li> <li>4. Renforcement du SIMAST pour l'enregistrement et le traitement des données provenance de sources multiples</li> <li>5. Rôle d'analyse des données et interface avec utilisation pour éviter toute duplication des efforts</li> <li>6. Prendre en compte la modalité d'assistance dans la méthodologie d'enregistrement des bénéficiaires</li> <li>7. Sensibilisation des communautés par rapport aux activités du ciblage</li> <li>8. Délimitation territoriale plus claire entre les acteurs pendant l'urgence</li> </ol>

<b>2. Partenariats financiers et modalités de distribution</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Innovation, échelle, sécurité (privacy), flexibilité, coûts bas</li> <li>• Microfinance : reach (proximité), soutenabilité, (ouvrir un compte)</li> <li>• Banques : plus sécuritaire, plus de liquidité</li> <li>• Digicel : (e-money) + micro-finance (on-site and branches)</li> <li>• Unitransfer, cash populaire</li> <li>• Voucher</li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer réseau</li> <li>• Suivi de la part des PF</li> <li>• Ciblage et communication des listes au PF</li> <li>• Réconciliation des listes fournies au PF et aux ONG</li> <li>• Meilleure assessment (contexte)</li> <li>• Coûts à baisser ?</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transparence</li> <li>• Flexibilité (actuellement insuffisant)</li> <li>• Accès (actuellement limité) et sécurité</li> <li>• Files d'attente (trop)</li> <li>• Problèmes de liquidité</li> </ul>
<b>Recommandations offertes par les participants :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Implication de l'État dans l'identification des bénéficiaires à travers l'Office National d'Identification (ONI)</li> <li>2. Implication des structures communautaires et des autorités locales dans le ciblage des bénéficiaires</li> <li>3. Pour la Digicel, faire une intervention multimodale afin de mettre plus de liquidité au niveau des agents Mon Cash</li> <li>4. Combiner les réseaux téléphoniques avec les microfinances (IMF)</li> <li>5. Obligation aux compagnies téléphoniques de mettre en place un plan de contingence</li> <li>6. Inventaire des IMPs existants dans les communautés</li> <li>7. Diminution de coûts d'opération en cas d'urgence</li> </ol>

<b>3. Transfert monétaire multimodale</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les TM multimodaux (TMM) n'étaient pas utilisés</li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une plus grande prise de conscience sur l'utilité des TMM\</li> <li>• Analyses et discussions continues entre tous les acteurs intéressés</li> </ul>
<b>Recommandations offertes par les participants :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prise de leadership de cette initiative par l'État pour réguler les acteurs, uniformiser le ciblage et uniformiser les méthodologies (valeur et modalité)</li> <li>2. Communiquer sur les impacts du TMM dans les pays où il est appliqué ; analyser la faisabilité ; partager les expériences</li> <li>3. Etablir une plateforme de transfert intégré</li> </ol>

<b>4. Analyse des marchés</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 EFSA après Matthew <ul style="list-style-type: none"> <li>○ CNSA → Etude de marché par département (Food basket, CGI, shelf)</li> </ul> </li> <li>• Oxfam → EMMA (Sud et Grand-Anse)</li> </ul>



<p><i>Points à améliorer notés par les participants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude multisectorielle des marchés</li> <li>• Coordination et information-sharing</li> <li>• Meilleure utilisation des informations</li> <li>• Paniers alimentaires à revoir</li> </ul>
<p><b>Recommandations offertes par les participants :</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Usage de méthodologie commune d'analyse des marchés et paniers alimentaires Haïtiens</li> <li>2. Renforcement de la coordination intersectorielle et étatique pour l'unification des données de marché (lead, remontée d'info, partage / et soutien des bailleurs, IHSI, Finance)</li> <li>3. Meilleure adaptation des interventions et du financement au calendrier agricole et à la capacité des marchés</li> <li>4. Meilleure planification des études de marché pour une meilleure mesure des impacts (avant-pendant-après)</li> </ol>

<p><b>5. Innovation et technologies</b></p>	
<p><i>Réussites notées par les participants :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapidité des opérations</li> <li>• Fiabilité et sécurité</li> <li>• Favoriser la transparence et la cohésion des institutions</li> </ul>
<p><i>Points à améliorer notés par les participants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coûts opérations élevés</li> <li>• Difficulté d'accès dans les zones les plus reculées (matériel, couverture...)</li> <li>• Amélioration des structures communautaires</li> <li>• Meilleure compréhension des infrastructures</li> </ul>
<p><b>Recommandations offertes par les participants :</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Encourager l'utilisation de la communication via SMS</li> <li>2. Formation adaptée à l'utilisation des technologies dans les TM</li> <li>3. Utilisation des nouvelles technologies (biométrique, ODK)</li> <li>4. Obligation aux fournisseurs téléphoniques de mettre en place des plans d'urgence alternatifs</li> <li>5. Assurer l'échange entre les plateformes (et les bases de donnés. Ex : Plateforme de l'ONI qui puisse « parler » ou s'alimenter d'autres plateformes)</li> <li>6. Inventorier toutes les technologies disponibles (ex. Digicel / e-money) mais aussi de quel domaine (ex. programmatique, politique, technologique)</li> <li>7. Implication de l'UNI</li> </ol>

	<p>8. Lien entre protection sociale et réponse aux urgences</p> <p>9. Protection de données sensibles</p> <p>10. Etablir une réglementation sur technologie biométrique</p> <p>11. Recensement de l'État (IHSI) récent à mettre en œuvre</p>
--	--

<b>6. Coordination</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de pilotage et groupes de travail Cash mis en place et fonctionnels</li> <li>• Design de l'opération (ex. PAM/CARE)</li> <li>• Rapidité de mise en place et usage de structures existantes (Kore Lavi)</li> <li>• Etablissement du panier minimum et de la valeur de transfert du Transfert Monétaire Multimodale (TMM)/Multipurpose Cash Grant (MPG)</li> <li>• Standards de ciblage des bénéficiaires (vulnérables)</li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapter les décisions prises au niveau central à la réalité et aux besoins du terrain</li> <li>• Faible en province / manque de participation</li> <li>• Coordination informelle</li> <li>• Manque de mécanismes standardisés</li> <li>• Identifier des méthodologies communes</li> <li>• Inventorier assessments, évaluations, et partager : analyser selon les localités</li> <li>• Intégrer les études pour bien définir les modalités des transferts</li> <li>• Consolidation de données / besoin d'harmonisation</li> <li>• Coordination intersectorielle / avec l'État préparé en cas d'urgence</li> <li>• Renforcement de l'Etat (coordination CNSA/MAST)</li> <li>• Bailleurs responsabilisés sur les besoins de coordination</li> <li>• Planification en avance des études et assessments</li> <li>• Attention au pouvoir d'achat</li> <li>• Attention à IPC</li> </ul>
<i>Recommandations offertes par les participants :</i>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Définir précisément la structure de la coordination</li> <li>2. Etablir des critères clairs et partager avec les acteurs du terrain</li> <li>3. Cash Working Group doit avoir la participation de tous les secteurs / proactivité des acteurs cash à renforcer</li> <li>4. Plus d'engagement des autorités locales et nationales dès le début</li> </ol>

	<ol style="list-style-type: none"> <li>5. Harmoniser la langue de travail (français)</li> <li>6. Identifier les partenaires en mesure de mettre en œuvre le TMM/MPG dans les situations d'urgence</li> <li>7. Renforcer le suivi des analyses de marché</li> <li>8. Développer une cartographie des institutions de services financiers et des analyses de marché et standardiser</li> <li>9. Faire en sorte que le 3W soit utilisable</li> </ol>
--	---

<b>7. Urgence et Protection Sociale</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité d'une banque de données sur interventions d'urgence</li> <li>• Existence d'une coordination d'urgence en matière de protection sociale</li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination des interventions (MAST/FAES/MOI/DPC)</li> <li>• Pré-positionnement de stock en matière d'urgence</li> <li>• Lien avec le groupe « protection » inclus la dimension sociale ?</li> </ul>
<b>Recommandations offertes par les participants :</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Remise à jour du plan d'urgence de la DPC (support des intervenants)</li> <li>2. Création de liens MAST/FAES/DPC (plateforme / table sectorielle)</li> <li>3. Ratification de la loi sur la DRG=&gt; (?????)</li> <li>4. Coordination urgence en continuité des interventions et de la coordination protection sociale</li> <li>5. Pré positionnement stocks (NFIs et autres)</li> <li>6. Décentralisation effective de la réponse d'urgence de la DPC et autres organisations étatiques pour lien urgence/PS</li> <li>7. Renforcement et utilisation des COUD/ pour passage urgence → PS</li> </ol>

<b>8. Résultats : Redevabilité</b>	
<i>Réussites notées par les participants :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs mécanismes de suivis mis en place pendant l'urgence</li> <li>• Prise en compte des aspects protection plus importants par certains acteurs</li> <li>• Implication des acteurs gouvernementaux pour assurer une redevabilité plus importante</li> </ul>
<i>Points à améliorer notés par les participants</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de systèmes de suivi adéquats</li> <li>• La nécessité d'appliquer les leçons tirées d'autres opérations</li> </ul>

<p><b>Recommandations offertes par les participants :</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Meilleures synergies bailleurs / exécutants / bénéficiaires</li> <li>2. Réalisation d’atelier leçons apprises</li> <li>3. Engagement communautaire : amélioration de la communauté et de la participation effective des populations dans les actions</li> <li>4. Améliorer le système de mécanisme de feedback et de plaintes</li> <li>5. Renforcer les CCC basés sur structures à caractère permanent (ORC, CADEC)</li> <li>6. Préciser les rôles des institutions stratégiques et leur leadership</li> <li>7. Renforcer les capacités institutionnelles à tous niveaux</li> <li>8. Intégrer les technologies au niveau → données fiables</li> </ol>
---	---

<p><b>9. Suivi et évaluation</b></p>	
<p><i>Réussites notées par les participants :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des indicateurs d’accès et quantité</li> <li>• Expertise des acteurs</li> <li>• Fiabilité des données</li> <li>• Adaptabilité de la technologie</li> </ul>
<p><i>Points à améliorer notés par les participants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de suivi des indicateurs de disponibilité</li> <li>• Adaptation de la technologie</li> <li>• Formation Société Civile</li> </ul>
<p><b>Recommandations offertes par les participants :</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Moduler les indicateurs du système en fonction du type d’intervention (urgence, protection sociales, LT, MT)</li> <li>2. Harmoniser les outils de suivi et évaluation entre les organisations (en urgence et à long terme)</li> <li>3. Renforcer l’approche d’un point de vue locale</li> <li>4. Instaurer des protocoles d’intervention pour le M&amp;E</li> <li>5. Insérer M&amp;E dans le design du projet</li> </ol>

## **Annexe D : Modèle de planification de l'action**

Les recommandations de la réunion ont été tirées des différents thèmes et ajoutées à ce modèle qui se trouve sur les pages suivantes. Le GTC pourrait utiliser ce tableau pour clarifier les responsabilités de chacune des recommandations. Il serait utile d'identifier la responsabilité « principale » (en marquant «P» dans la cellule appropriée) ainsi que les responsabilités «secondaires» (en marquant «S» dans les cellules appropriées).

	ACF	ACTED	Amb SUISSE	AVSI	CAID	CARE	CARITAS	CESVI	CONCERN	ER SECTOR	FAO	FONDEFH	MAS	MAST	MERCY CP	OCHA	PAM	PNUD	PAM	USAID	WHH
<b>Ciblage et enregistrement</b>																					
9. Harmonisation et conformité des outils et méthodologie / critères de ciblage																					
10. Institutionnalisation du système de ciblage et clarification des rôles du gouvernement (MAST/DCP) et les ONG																					
11. Enregistrement à travers le SIMAST des données au niveau central																					
a. Feedback (points recours)																					
b. Approbation des bénéficiaires pour le partage des informations																					
c. Sécurisation du SIMAST																					
d. Clarification du partage des données entre organisations																					
12. Renforcement du SIMAST pour l'enregistrement et le traitement des données provenance de sources multiples																					



23. Diminution de coûts d'opération en cas d'urgence																					
<b>Transfert monétaire multimodale</b>																					
24. Prise de leadership de cette initiative par l'État pour réguler les acteurs, uniformiser le ciblage et uniformiser les méthodologies (valeur et modalité)																					
25. Communiquer sur les impacts du TMM dans les pays où il est appliqué ; analyser la faisabilité ; partager les expériences																					
26. Etablir une plateforme de transfert intégré																					
<b>Analyse des marchés</b>																					
27. Usage de méthodologie commune d'analyse des marchés et paniers alimentaires Haïtiens																					
28. Renforcement de la coordination intersectoriel et étatique pour l'unification des données de marché (lead, remonté d'info, partage / et soutien des bailleurs, IHSI, Finance																					
29. Meilleure adaptation des interventions et du financement au calendrier agricole et à la capacité des marchés																					
30. Meilleure planification des études de marché pour une meilleur mesure des impacts (avant- pendant-après)																					
<b>Innovation et technologies</b>																					





43. Etablir des critères clairs et partager avec les acteurs du terrain																				
44. Cash Working Group doit avoir la participation de tous les secteurs et la proactivité des acteurs cash à renforcer																				
45. Plus d'engagement des autorités locales et nationales dès le début																				
46. Harmoniser la langue de travail (français)																				
47. Identifier les partenaires en mesure de faire le MPG dans les situations d'urgence																				
48. Renforcer le suivi des analyses de marché																				
49. Développer une cartographie des institutions de services financiers et des analyses de marché et standardiser																				
50. Faire en sorte que le 3W soit utilisable																				
<b>Urgence et Protection Sociale</b>																				
51. Remise à jour du plan d'urgence de la DPC (support des intervenants)																				
52. Création de liens MAST/FAES/DPC (plateforme / table sectoriel)																				
53. Ratification de la loi sur la DRG																				
54. Coordination urgence en continuité PS																				



66. Moduler les indicateurs du système en fonction du type d'intervention (urgence, protection sociales, LT, MT)																				
67. Harmoniser les outils de M&E entre les organisations (en urgence) et LT																				
68. Renforcer l'approche d'un point de vue locale																				
69. Instaurer des protocoles d'intervention pour le M&E																				
70. Insérer M&E dans le design du projet																				